

Exploitation, chômage, misère.....p.3
 G.B. : les syndicats travaillent à figer le mouvement...p.4
 Grèves à General Motors.....p.5
 Luites en Egypte.....p.5
 Réponse à une lettre.....p.6
 Réunion "publique" de "Guerre Sociale".....p.7
 Déformations du marxisme.....p.8

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International, n° 126, Nov. 84, 5Ff/30 Fb/2 Fs/0,4 cts Can.

DE FAUSSES PROMESSES EN FAUSSES VICTOIRES GOUVERNEMENT PATRONAT ET SYNDICATS UNIS POUR FAIRE PASSER DES LICENCIEMENTS MASSIFS

■ Le problème n'est pas de savoir si la bourgeoisie doit ou ne doit pas, va ou ne va pas licencier en masse dans les usines Renault. La question est de savoir comment elle va s'y prendre et comment elle s'y prend déjà.

En aucune manière les usines Renault ne peuvent constituer un cas à part,

une exception par rapport à l'ensemble de l'industrie. Il n'y a aucune raison pour que les usines Renault constituent un havre de sérénité, un îlot de sécurité dans la tempête économique actuelle, et qui est en passe de doubler d'intensité.

Non ! Après les industries navales,

sidérurgiques etc., l'industrie automobile et Renault en son cœur, ainsi que la mécanique lourde et son centre de gravité à Creusot-Loire, sont dans la ligne de mire. Ces industries sont au cœur de la vie économique, elles emploient directement des centaines de milliers d'ouvriers, et indirectement des dizaines de milliers d'autres dans les industries satellites, les centaines de petites firmes, industries, détaillants, sous-traitances qui en dépendent.

Ce qui se joue ici et maintenant, c'est un nouveau pas qualitatif du chômage et de la paupérisation absolue de la classe ouvrière. Contrairement à ce qu'affirment et défendent aussi bien les directions d'entreprises que les syndicats ou le gouvernement, l'enjeu est de taille : cet enjeu n'est pas l'avenir de "l'industrie automobile" ou de "l'industrie nationale", celui-ci est plus que sérieusement compromis, c'est l'avenir de la situation et de la condition de centaines de milliers d'ouvriers.

D'expérience ou intuitivement, tous les prolétaires savent que de la façon dont réagiront les dizaines de milliers d'ouvriers de ces industries face à la perspective du chômage au cœur des concentrations industrielles (régions de Lyon et de Paris) dépendra en grande partie l'avenir de la situation.

Les derniers événements et notre intervention

Profondément convaincus de l'importance de la situation actuelle, nous avons, lors des dernières grèves qui ont secoué les usines Renault, diffusé

largement un tract dont l'intitulé annonçait directement la couleur en titrant : "De promesses en fausses victoires, le trio gouvernement, patronat syndicats, veut vous mener aux vrais licenciements".

Le but et le contenu de ce tract étaient :

- affirmer qu'il n'y avait pas d'illusion à se faire quant aux futurs licenciements dans les usines Renault elles-mêmes. Licenciements dont le pudique "plan Hannon" n'était qu'une première et timide annonce aux ouvriers ;

- mettre en avant comment, comme cela était le cas lors des licenciements aux usines Talbot et Citroën, la direction d'entreprise agissait de concert avec le gouvernement et les syndicats pour faire avaler ces perspectives aux ouvriers. Nous avons montré au travers du déroulement des faits eux-mêmes comment la trilogie de l'ordre : direction, syndicats et gouvernement, s'était partagé le travail en provoquant et en orientant les ouvriers sur des problèmes qui n'étaient pas au cœur de la question, la question des primes de fin d'année et la date de la cinquième semaine de congé. L'essentiel était pour eux de créer une situation qui permette d'annoncer l'existence d'un plan de licenciements. Une des conditions qui le permette était que les syndicats encadrent les ouvriers et que ceux-ci soient mobilisés sur des questions qui

(Suite page 2)

PERSPECTIVES

APRES LES ELECTIONS AUX U.S.A. , LE DEFERLEMENT DE LA RECESSION MONDIALE

Les années 80 sont les années de vérité. Ce sont les années où toutes les contradictions qui minent depuis longtemps le système capitaliste éclatent au grand jour : la crise insoluble de l'économie, l'aggravation des tensions guerrières entre blocs impérialistes, le développement des luttes de la classe ouvrière mondiale qui, de plus en plus, deviennent un cauchemar pour la bourgeoisie de tous les pays. Juste au milieu de ces années 80, les élections présidentielles américaines viennent souligner l'importance considérable des enjeux de la période actuelle. Non pas en elles-mêmes, mais parce qu'elles signent la fin d'un épisode où ces enjeux ont été momentanément masqués dans la première puissance mondiale et, par suite, dans les autres pays centraux du capitalisme. Mais les illusions n'ont qu'un temps : le mythe de la "reprise" aux USA, destiné pour une bonne part à faire de Reagan le "sauveur de l'économie mondiale", est en train de s'effondrer comme un vulgaire château de cartes. Une fois les élections passées, toute la vapeur comprimée durant ces deux dernières années pour prévenir, par le truchement d'une "reprise" artificielle, une chute accélérée dans la récession va désormais se relâcher et faire éclater la réalité d'une crise inexorable qui n'épargnera aucun pays. De même, les tensions guerrières, dont le spectacle a été mis ces derniers temps en sourdine pour assurer la réélection de Reagan, vont s'aiguïser de nouveau à une échelle encore plus grande car la bourgeoisie, face à l'impasse économique, n'a pas d'autre alternative que la fuite en avant vers une 3ème guerre mondiale. Dans la 2ème moitié de cette décennie, c'est donc un nouveau pas dans la barbarie que va faire le monde capitaliste. Pour la classe ouvrière, cela va signifier une attaque sans précédent contre ses conditions de vie, des réductions brutales des salaires, une nouvelle explosion du chômage, le développement d'une misère atroce de plus en plus semblable à celle qui règne dans le Tiers-Monde. Voilà pourquoi tous les secteurs de la bourgeoisie américaine - et même les Démocrates - s'y sont mis pour faire réélire Reagan. Parce qu'il représente aux USA et au niveau de tout le bloc occidental la politique qu'impose à la classe dominante la situation présente : une droite "musclée" au pouvoir et une gauche dans l'opposition chargée de saboter les luttes ouvrières de résistance aux attaques capitalistes comme nous les voyons se développer aujourd'hui dans tous les pays.

■ Si les démocrates sont élus, ils feront une politique monétaire expansionniste qui conduira à une explosion de l'inflation. Si M. Reagan est réélu, ce même scénario n'est pas à exclure.

L'autre possibilité serait une politique très stricte de lutte contre l'inflation qui conduira à une récession d'ici fin 85.", écrivait un rédacteur de la revue "Fortune".

(Suite page 3)

EXPERIENCE DES GREVES

EN

GRANDE-BRETAGNE

LIRE NOTRE ARTICLE P. 4

RENAULT: DE FAUSSES PROMESSES EN FAUSSES VICTOIRES

(Suite de la page 1)

n'étaient pas le fond du problème ; dire que si l'inquiétude des ouvriers quant à leur avenir était plus que justifiée, leur méfiance vis-à-vis des syndicats, qui s'était manifestée par un désengagement par rapport aux mots d'ordre et actions syndicales ne l'était pas moins. Dire en fait tout haut ce qu'un nombre de plus en plus grand d'ouvriers pensent déjà tout bas : lors de ces dernières grèves, c'est forts d'une "grande victoire" obtenue aux usines de Mans (qu'en fait la direction avait octroyé aux syndicats pour que ceux-ci établissent et renforcent leur main-mise sur le mouvement) que la CGT s'est présentée aux usines de Billancourt, Flins, Douai, Sandouville pour "prendre les choses en main". Ici l'expérience des licenciements aux usines Talbot et Citroën est parlante et porte ses fruits même si ceux-ci sont amers. Aux usines Talbot et Citroën, là aussi, c'est après de "grandes victoires" syndicales que les ouvriers se sont respectivement, soit retrouvés cernés par la maîtrise, soit obligés de reprendre le travail en passant à travers des cages à rats. Dans les deux cas, les pseudo

victoires syndicales n'ont fait que préparer le terrain à la réalité des licenciements.

nous avons consacré la dernière partie de cette intervention à mettre en avant les nécessités du moment actuel : si la méfiance des ouvriers envers les syndicats était justifiée et prometteuse d'une situation différente de celle qui a dominé lors des licenciements précédents, où les ouvriers se sont retrouvés bafoués, elle ne constitue encore que l'élément passif de la situation, pas encore l'élément actif où les ouvriers prennent en main l'extension et l'organisation d'une lutte dont on ne pourra pas faire l'économie.

L'accueil qui a été fait à notre tract aux portes des usines, s'il n'a pas été un enthousiasme délirant, témoignait toutefois de l'inquiétude et de l'ouverture d'esprit d'ouvriers qui ne sont pas prêts à se laisser embarquer dans n'importe quelle galère syndicale.

La suite des événements

Depuis les grèves dans les usines Renault, la suite des événements est venue confirmer ce que nous disions.

La question des licenciements, en particulier dans l'automobile, est au cœur de la situation.

Après la timidité du plan Hannon pour les usines Renault, le gouvernement a rendu publics les résultats, cette fois-ci bien plus audacieux, d'une étude commandée il y a déjà plusieurs mois, le plan Dalle : il met en avant la perspective de 100 000 licenciements pour les deux ou trois années qui viennent. Et encore faut-il rappeler que ces mesures sont préconisées en fonction de l'état actuel de la situation économique, alors que rien n'indique que celle-ci va s'améliorer, au contraire (voir article sur les perspectives après les élections américaines).

La provocation de la direction concernant la prime et la 5ème semaine de congés payés n'a de fait été mise en place que pour permettre aux syndicats de monter au créneau et de se placer en première ligne pour prévenir la situation qui vient.

Ainsi, si le calme est apparemment rétabli dans les usines Renault, la perspective, non pas pour les calendes grecques, mais pour les mois et peut-

être même pour les semaines qui viennent, n'est pas à la tranquillité, au "calme social" pour employer le langage des journalistes.

Tous les éléments contenus dans la situation actuelle nous indiquent que non seulement nous n'allons pas vers une situation de "calme social", ni vers une simple répétition des scénarios de lutte tels qu'ils se sont déroulés lors des mouvements dans la sidérurgie.

Le développement massif du chômage et des licenciements, le fait qu'ils touchent de plein fouet et à une grande échelle les grands centres industriels, et non plus seulement la province, l'expérience acquise ces derniers mois et années, en particulier du sabotage syndical de la lutte, tous ces éléments font que le centre de gravité du rapport de forces entre les classes est susceptible d'être modifié. Ils sont les ingrédients qui rendent possible une perspective autre que celle que nous réserve la bourgeoisie.

Dans cette perspective, tous les ouvriers peuvent être sûrs que nous ferons tout notre possible pour qu'enfin la classe ouvrière commence à briser les murs qu'elle a rencontrés ces dernières années, en premier lieu le mur de l'isolement, usine par usine, région par région, catégorie par catégorie.

M. Prénat
28.10.84

EXPLOITATION, CHOMAGE, MISERE

LA NECESSITE DE DETRUIRE LE CAPITALISME

■ Toute la bourgeoisie se penche aujourd'hui avec une feinte commisération sur ce "phénomène social", les "nouveaux pauvres".

Quels nouveaux pauvres ?

Chacun y va de son discours, de sa petite larme, voire de son obole.

On a vu l'église, des évêques aux Secours Catholiques, s'en émouvoir et en appeler aux "bons offices" des pouvoirs publics.

On a vu le commerçant E. Leclerc, spécialiste des "bons coups publicitaires", lancer l'idée de "soupes populaires" ou de "repas bon marché" distribués aux nécessiteux à la porte de ses supermarchés.

On a vu l'association des maires des 51 villes de France de plus de 100 000 habitants proclamer avec une belle unanimité, du RPR au PC ("le problème dépasse les clivages politiques", disent-ils) la nécessité d'un "plan d'urgence" sous peine d'"incidents sérieux à redouter".

On a vu les syndicats depuis FO jusqu'à la CGT "sonner le tocsin" à l'unisson auprès du gouvernement.

Jusqu'au patron des patrons, Gattaz, qui réclamait une "allocation de survie pour les miséreux" au nom de la "solidarité nationale" !

Enfin, le gouvernement lui-même est entré en lice dans le "combat contre la pauvreté" (selon l'expression de Mitterrand). Et voilà le conseil des ministres qui décide en grandes pompes une majoration de 0,5% de l'impôt sur les grandes fortunes (quand on sait que cet impôt de "gauche" n'a engrangé que des subsides dérisoires, on mesure la riche pincée... de poudre aux yeux du geste !) plus une série de mesurées que, pour la plupart, le gouvernement s'est assuré de laisser à la charge des municipalités.

Bel étalage d'hypocrisie ! Beau cynisme !

Qui sont ces "nouveaux pauvres" que nos exploitateurs font mine de "découvrir" ?

Ce sont des pans entiers de la classe ouvrière. Ce sont des centaines et des centaines de milliers d'ouvriers, massivement éjectés de la production par la crise du capitalisme, jetés au rebut et au ban de la société dont l'Etat n'entretient même plus le chômage. Derrière cette fameuse "nouvelle pauvreté", il y a les charrettes quotidiennes de licenciements ; il y a l'incapacité d'intégrer de nouvelles masses de prolétaires à la production, il y a le poids et l'ampleur du chômage dans la société. Derrière cela, il y a le produit du même type d'accords que ceux passés dans les usines contre le prolétariat entre le gouvernement, le patronat et les syndicats, avec la bénédiction de tous les autres secteurs de la bourgeoisie.

Les attaques de la bourgeoisie

Dans ce cadre, qu'on se rappelle du décret Bérézovoy de novembre 82 qui,

pour "éponger" un déficit de 10 milliards de francs, supprimait toute aide de l'UNEDIC aux chômeurs depuis plus d'un an ; Bergeron, secrétaire général de FO, qui écrit aujourd'hui au ministre du travail pour réclamer une revalorisation des allocations pour les chômeurs "en fin de droits", était le premier, en tant que président de cette caisse d'allocations chômage, à réclamer des mesures "énergiques" qui ont fait des centaines de milliers de "nouveaux pauvres".

En juillet 84, pas un seul syndicat n'a manqué de signer l'accord "tripartite" pour la nouvelle convention de l'assurance chômage, appliqué depuis le 1er avril dernier, et qui amputait encore davantage les prestations sociales, attaquant aussi bien les "ayant droit" que les "fin de droit", réduisant aussi bien le volume et le montant que la durée des indemnités "accordées" par l'Etat aux chômeurs.

Ceux-là mêmes qui se répandent en jérémiades ou en simagrées sont les mêmes que ceux qui n'ont nullement hésité à priver de toute ressource, en 18 mois, 600 000 chômeurs inscrits, et ceci sous leur logique implacable de gestionnaires du capitalisme. En 10 ans, le nombre de chômeurs de "longue durée" (chômeurs depuis plus d'un an) a été multiplié officiellement par 10, mais leur masse qui s'accroissait de 5000 par an jusqu'en 1982, est passée à un rythme annuel de plus de 100 000. Aujourd'hui un chômeur sur 4 (qui a été régulièrement inscrit aux ASSEDIC) n'a plus aucun moyen de subsistance.

Privés de nourriture, de chauffage, de la possibilité de se soigner, sans cesse sous la menace de coupure d'eau, de gaz, d'électricité, assaillis par les huissiers et les arrêtés d'expulsion, ils ne peuvent compter que sur l'assistance d'une famille qui ait encore du travail, sinon... qu'ils crévent !

Mais le "tableau" de cette misère est plus vaste. 800 000 jeunes prolétaires inscrits en "stages de formation" n'ont aucune perspective réelle d'embauche, plus d'un million d'autres jeunes se trouvent sur le marché de l'emploi : certains d'entre eux, pour qui le "plan Fabius" vient de concocter les "T.U.C" (Travaux d'Utilité Collective), se verront, moyennant des tâches telles que le balayage des rues, l'entretien des pelouses municipales ou la restauration des bâtiments publics, royalement gratifiés (et pour un an au maximum) de 1200 francs mensuels "d'argent de poche". Quant aux chômeurs qui "bénéficient" du régime de la pré-retraite, ils n'ont plus d'ores et déjà de quoi se loger et se nourrir décemment. Il en est de même pour toutes les catégories de travailleurs intérimaires ou "à la tâche".

En dehors même de tous ces prolétaires "mises en marge" de la société et des statistiques du chômage, tous les

indices prévoient plus de 2 millions et demi de chômeurs "officiels" d'ici la fin de l'année alors que pour le mois de septembre, il n'y a pas eu plus d'un millier d'emplois nouveaux dans tout le pays. Rares sont les familles ouvrières qui n'ont pas au moins un chômeur à entretenir.

Non seulement la bourgeoisie réduit les prolétaires au chômage, à la misère la plus noire et à la paupérisation absolue mais elle tente aussi d'utiliser cette misère pour effrayer, intimider toute la classe ouvrière.

Le battage auquel la bourgeoisie se livre sur les "nouveaux pauvres" fait, lui aussi, partie intégrante de l'attaque frontale dirigée contre l'ensemble du prolétariat. L'Etat cherche ainsi à faire passer toutes les mesures qu'il est en train de prendre et qu'il intensifie, tout en préparant le terrain pour celles qu'il prendra ensuite, contre les autres prolétaires, ces "privilegiés" qui "devraient avoir honte" parce qu'ils ont encore du travail !

Déjà, les "travailleurs nantis" du secteur public qui voient aujourd'hui leur niveau de vie amputé réellement de près de 10% en un an (à l'instar de leurs camarades belges ou hollandais), ont fait l'amère expérience des fruits de ce battage. C'est une véritable campagne d'intimidation et d'intoxication idéologique dirigée contre les luttes ouvrières qui est entreprise ici : "Il y a pire que vous, alors tenez vous tranquilles !"

La mise à nu d'un système de misère

Mais, en même temps, la bourgeoisie est contrainte de dévoiler crûment l'absurdité du système qu'elle défend. La voilà, la réalité : alors que nos dirigeants n'avaient que "révolution technologique", "mutations industrielles", "restructurations", "nouvelle société" et autres mensonges à la bouche, la bourgeoisie est devenue incapable de masquer l'océan de misère vers lequel elle entraîne tous les prolétaires. Déjà, il y a 15 ans, ses médias et ses hérauts de la petite bourgeoisie débitaient des aneries sur la "société de consommation" et sur une "classe ouvrière complètement intégrée". De toutes ces calembredaines, on voit ce qu'il en est aujourd'hui.

La réalité de cette misère, où plonge maintenant le cœur même de la société capitaliste, n'est pas un phénomène isolé mais général qui gagne tous les centres vitaux des Etats industrialisés : au sein même des Etats membres de la Communauté Européenne, sur 271 millions d'habitants, 40 millions sont reconnus vivre en-dessous du "seuil de pauvreté". Aux USA, ce chiffre atteint 35 millions, ce qui représente 15% de la population. De fait, à l'heure actuelle, dans les pays industrialisés, c'est bel et bien un prolétaire sur 3 qui se trouve au chômage et en passe d'être dépourvu de tout moyen de subsistance. Tout autre que la résigna-

tion et l'effroi auxquels incite la bourgeoisie est le sens que doit prendre pour les prolétaires la prise de conscience nécessaire de la tendance à la paupérisation absolue, à la désintégration de leur classe, qui est aujourd'hui manifeste, qui fait partie intégrante de leur condition de vie de prolétaires.

Quelles perspectives ?

Ceux qui ont tout à craindre, ce ne sont pas ceux que l'on enfonce chaque jour davantage dans une exploitation qui est leur lot quotidien, mais bien nos exploitateurs. La peur de l'avenir qu'ils essaient de semer, de faire dominer dans les rangs de la classe ouvrière traduit leur propre peur devant une situation de plus en plus incontrôlable et explosive.

Le fait que cette société ne soit plus capable d'assurer, au cœur même du monde capitaliste, le minimum vi-

tal, ni même la survie, à des millions de prolétaires qu'elle éjecte brutalement de la production, est un révélateur puissant de sa faillite définitive. L'aberration profonde de ce système est d'autant plus éclatante que dans un monde où plus de 500 millions d'hommes sont en train de mourir de faim, des centaines de millions de tonnes de denrées, de stocks invendus, pourrissent, sont jetés ou détruits.

Jamais l'accumulation et l'existence même de conditions matérielles permettant la satisfaction des besoins élémentaires de l'humanité n'a été autant en contradiction totale avec la réalité d'une misère sordide où les hommes sont jetés au rebut comme de vulgaires marchandises. Cette misère réelle qui assaille la classe ouvrière rend plus pressante et plus impérieuse que jamais la nécessité d'abolir cette société d'exploitation, de renverser le capitalisme, pour pouvoir instaurer d'autres rapports de production. Pour cela, la perte d'illusions sur ses propres conditions d'existence, la prise de conscience du caractère collectif et massif d'une exploitation de plus en plus intolérable, sont un levier puissant contre cette société, au sein de la fraction la plus expérimentée du prolétariat, au cœur du capitalisme.

Alors que l'Etat apparaît désormais sous son vrai jour, au centre des attaques anti-ouvrières, la réalité de la crise pousse les prolétaires à se battre ensemble, au-delà des divisions entre chômeurs et non-chômeurs, comme au-delà des secteurs et des régions.

L'accentuation de la misère, la pression qu'exerce la crise sur l'ensemble des prolétaires va jouer un rôle moteur de premier plan dans la maturation de la lutte de classe, dans la détermination et la combativité du prolétariat, dans la radicalisation des combats qu'il ne doit plus hésiter à mener, qu'il mène déjà.

Y.D.

LE DEFERLEMENT DE LA RECESSION MONDIALE

(Suite de la page 1)

Après les élections... la récession...

Même les économistes bourgeois sont aujourd'hui contraints de se soumettre à la réalité des faits: quelle que soit la fraction bourgeoise amenée à gérer le capital US, quelle que soit l'option économique choisie, la prétendue "reprise" dont s'est glorifiée pendant 2 ans l'administration Reagan ne pouvait qu'engager l'économie US dans une voie sans issue et précipiter un effondrement catastrophique du monde capitaliste. Confrontée à une crise de surproduction insoluble, la bourgeoisie n'a pu maintenir ce semblant de reprise qu'en trichant pendant 2 ans avec les lois du marché: ne trouvant pas suffisamment de débouchés pour écouler sa production, le capital US n'a dû sa pseudo reprise qu'aux commandes de l'Etat (notamment les commandes d'armements) qui a été contraint de s'endetter toujours plus pour pouvoir financer son gigantesque déficit budgétaire. Voilà pourquoi, au bout de 2 ans de fuite en avant dans le crédit, la première puissance mondiale se trouve aujourd'hui au bord du précipice, sa dette totale atteignant actuellement la somme pharamineuse de 7000 milliards de dollars (ce qui équivaut à 10 fois la dette totale des pays du Tiers Monde et à 2 ans 1/2 de la production des USA!).

Cette année, on a vu déjà cette situation catastrophique se concrétiser par les premiers symptômes annonciateurs d'une menace d'effondrement monétaire: les faillites en chaînes de banques américaines (la dernière en date étant la First City Bank de Chicago, 10ème Banque US). Entre janvier et juillet 84, ce sont pas moins de 43 banques qui se sont effondrées aux USA. On se souvient notamment de l'opération de sauvetage que les autorités fédérales ont dû monter in extremis au mois de mai pour éviter la chute de la 8ème banque US, la Continental Illinois.

Devant cette situation qui ne peut

que rappeler celle de 1929, il n'est désormais plus possible pour la bourgeoisie US de continuer à tricher sur une telle échelle avec les lois de l'économie au risque de provoquer la banqueroute totale de la 1ère puissance industrielle, et partant de toute l'économie mondiale. Telles sont les sinistres conséquences pour l'ensemble du monde capitaliste de cette fuite en avant dans le crédit pratiquée par le leader du bloc occidental et qui a permis ce semblant de "reprise".

Ces deux dernières années, certains pays du bloc US (notamment le Japon et la RFA) ont pu quelque peu bénéficier momentanément de la perte de compétitivité des marchandises US (du fait de la surévaluation du dollar) pour maintenir leurs propres marchés.

Cependant, au lendemain des élections, les mesures d'urgence qui vont être prises par l'Etat US pour limiter son déficit commercial (qui a atteint des sommets historiques: 60 milliards de \$ en 83 contre 36 milliards en 82!) se traduiront inévitablement par une restriction des marchés des pays européens, c'est-à-dire par une chute brutale de leur production industrielle.

Ainsi, avec la perspective d'une récession mondiale sans précédent conjuguée à une menace de krach financier, la "reprise" s'est révélée être une véritable bombe à retardement qui n'aura fait qu'accélérer la plongée du capital mondial dans un gouffre sans fond.

La fin du mirage américain signifie pour la classe ouvrière la mise en application d'une politique d'austérité sans commune mesure avec celle qui frappe déjà cruellement les ouvriers dans tous les pays. Ces programmes d'austérité destinés à soutenir l'effort de guerre que l'artifice du crédit ne peut plus financer dévoilent les projets d'une bourgeoisie confrontée à une insoluble crise de surproduction: celle d'une 3ème guerre mondiale dont la logique dépasserait totalement ses protagonistes et anéantirait très probablement l'humanité toute entière.

C'est à cette perspective que la classe dominante va s'efforcer d'achever l'humanité dans la 2ème moitié des années 80. Il faut donc s'attendre aux lendemains des élections à une intensification considérable des tensions entre les blocs.

...et une nouvelle aggravation des tensions imperialistes

Pour mieux masquer cette perspective d'une recrudescence des conflits impérialistes dont il a su se faire le champion au cours de son 1er mandat, le cow boy Reagan (avec la bénédiction de toute la bourgeoisie internationale) n'a pas hésité à enfourcher le cheval de bataille de l'opposition démocrate: le discours mensonger du pacifisme. Si, depuis début 84, on a vu les media faire valoir la métamorphose de l'aigle Reagan en colombe, insister sur sa volonté de "paix", de "dialogue sérieux et "constructif" avec Moscou, c'est uniquement pour les besoins de la campagne électorale. En réalité, la période pré-électorale n'a nullement constitué une pause dans l'offensive du bloc US contre le bloc russe. C'est cette pression permanente de l'impérialisme US - par l'entremise de ses vassaux (France et Israël) - qui lui a permis, cette année, à la fois de mettre au pas la Syrie, dernier point d'appui possible de l'URSS au Moyen Orient, et de mettre un terme aux velléités d'indépendance de la Libye (expliquant le "retrait" des troupes françaises du Tchad).

Alors que pendant 2 ans, de la Grenade à l'annonce du plan de la "guerre des étoiles", en passant par l'envoi des marines à Beyrouth et le déploiement des Pershing en Europe, Reagan ne s'est pas caché pour faire monter les enchères dans l'escalade des tensions Est-Ouest, en désignant l'URSS comme unique responsable de toutes les poussées bellicistes internationales, le voilà qui clame aujourd'hui: "Les USA ne veulent pas de mal à l'URSS"! Qu'on ne se fasse pas d'illusion: les dépenses militaires US vont croître sur la lancée des années précédentes (1980: 143 milliards de \$; 1981: 177 milliards; 1982: 218 milliards; 1983: 279 milliards).

Si, aujourd'hui, Reagan ouvre les bras à Gromyko affirmant sa volonté de dégelier les rapports avec l'URSS, s'il s'ouvre au régime sandiniste du Nicaragua et de dit prêt au dialogue avec la guérilla salvadorienne à travers son récent soutien à l'élection de Duarte qui vient de dissoudre les "escadrons de la mort", c'est uniquement pour masquer son image de va-t'en guerre derrière un vernis "démocratique", "pacifiste" face aux échéances électorales. Une fois passée la frénésie électorale on peut être sûr que les bruits de bot-

tes de l'impérialisme US résonneront de plus belle avec une intensité assourdissante.

Des affrontements de classe décisifs

Mais pour pouvoir accélérer sa marche vers une 3ème conflagration mondiale, la bourgeoisie doit, au préalable, faire accepter au prolétariat les programmes d'austérité qui se profilent au lendemain des élections de novembre: augmentation inévitable des impôts, réduction des budgets sociaux, baisses de salaires et licenciements massifs... Cependant, ce n'est plus aujourd'hui à un prolétariat résigné et prêt, comme aux USA en 81-82, à accepter des réductions de salaires en échange de promesses illusoire de maintien de l'emploi que la bourgeoisie doit s'affronter. Mais à un prolétariat porté par une autre dynamique que celle qui a prévalu au lendemain de la défaite en Pologne: la dynamique d'une reprise des combats de classe à l'échelle internationale.

Face à la menace prolétarienne, la bourgeoisie est aujourd'hui contrainte de renforcer son dispositif anti-ouvrier mis en place dès la fin des années 70 dans l'ensemble du bloc occidental: celui d'un partage des tâches entre une droite au pouvoir chargée d'appliquer sans hésitation une politique d'austérité draconienne et une gauche dans l'opposition chargée de contenir toutes les manifestations de combativité ouvrière. C'est dans ce contexte que les manœuvres électorales destinées à faire réélire Reagan (cf. article ci-contre) revêtent une signification historique pour la bourgeoisie internationale. Il s'agit, d'une part, pour la bourgeoisie US de servir de modèle à l'ensemble de ses consœurs occidentales. D'autre part, la reconduction du mandat de Reagan vise à permettre à tous les partis dits "ouvriers" du bloc de radicaliser leur langage afin de détourner la combativité du prolétariat vers des impasses en brandissant l'épouvantail Reagan comme symbole de la droite. Telle est la signification profonde de l'"échec" électoral du parti démocrate US, traditionnellement rattaché au syndicat AFL-CIO qui constitue la seule force d'encadrement du prolétariat dans un pays où les partis de gauche classiques (PS et PC) lui font historiquement défaut.

Ainsi, le renforcement de la stratégie bourgeoise de la gauche dans l'opposition est, aujourd'hui plus que jamais, dicté par les enjeux historiques qui vont se préciser dans la 2ème moitié des années de vérité: c'est à de formidables affrontements de classe que se prépare dès à présent la classe dominante.

De l'issue de ces combats décisifs dépendra l'avenir de l'humanité.

Avril.

LES ELECTIONS U.S.:

UNE MASCARADE POUR MAINTENIR LA GAUCHE DANS L'OPPOSITION

■ Depuis des décennies la "démocratie" et les élections, même quand elles sont "libres", sont devenues une pure mystification destinée à masquer la nature de plus en plus totalitaire de l'Etat bourgeois. C'est ce que vient de confirmer une nouvelle fois la campagne électorale aux USA. Grimé, poudré, conditionné de la tête aux pieds, jamais de toute sa carrière d'acteur, le cow-boy Reagan n'était aussi bien "passé". Grâce à la mise en oeuvre d'un gigantesque dispositif idéologique de manipulation de masse par les medias, on peut dire que la bourgeoisie US aura mis le paquet pour assurer la réélection de Reagan lui permettant de poursuivre sa stratégie de "gauche dans l'opposition".

Le parti démocrate lui-même a su efficacement apporter sa propre contribution à l'opération tout comme en 80 où il avait déjà tout fait pour permettre l'élection de Reagan:

- présentation d'un candidat, Carter, déjà fortement discrédité et encore affaibli par la candidature de E. Kennedy aux primaires;
- division des voix démocrates par la candidature du démocrate dissident Anderson aux élections elles-mêmes.

Ne pouvant réutiliser 2 fois le même stratagème, sous peine de trop se démasquer, la bourgeoisie US a fait un maximum pour percer le discrédit sur le candidat démocrate à travers un scénario qui a révélé dans toute sa clarté la démarche électoralement "suicidaire" du parti démocrate:

- division au sein de celui-ci, notamment au cours des primaires lors de la longue bataille entre Hart et Mondale, couronnée par le refus de Hart de postuler à la vice-présidence. Un ticket Hart-Mondale, représentant les 2 courants majeurs du parti démocrate (comme ce fut le cas en 1960 avec le ticket Kennedy-Johnson) aurait permis de restaurer l'unité du parti, et partant de s'opposer plus sérieusement au couple Reagan-Bush;
- candidature de la "féministe" G. Ferraro à la vice-présidence, permettant, avec la campagne sur l'avortement, de faire gagner à Reagan les voix de l'électorat catholique (traditionnellement favorable aux démocrates mais hostile à la libéralisation de l'avortement);

- utilisation de "scandales" tels que celui des comptes du mari de G. Ferraro afin d'entacher l'image des démocrates du sceau de la corruption et de dévoiler l'importance de la fortune d'une candidate prétendant représenter les "petites gens";
- choix de la ville "gay" de San Francisco, symbole d'immoralité et de dépravation, comme siège de la convention démocrate;
- annonce des augmentations d'impôts avec la mise en avant du slogan "faire payer les riches" destiné à soustraire aux démocrates les voix des couches moyennes;
- soutien, pour la 1ère fois de l'histoire avant la convention, de la centrale syndicale AFL-CIO au candidat Mondale, ce qui le fait apparaître comme le candidat des syndicats et lui aliène une part importante de l'électorat hostile à ceux-ci.

A travers toute cette mise en scène, il est apparu par trop évident que le parti démocrate ne tenait absolument pas à gagner la bataille électorale. Et cela à tel point que les medias ont dû faire tout un battage sur la victoire du candidat démocrate lors du 1er "duel" télévisé entre Mondale et Reagan afin de redonner un minimum de crédibilité à ce candidat électoral.

Ainsi cette campagne rocambolesque dévoile dans toute sa nudité la véritable nature de la démocratie: disposant d'un gigantesque arsenal idéologique qui lui permet de piper les dés du jeu électoral au bénéfice de son candidat favori, l'Etat démocratique est sans conteste la forme la plus subtile, la plus perverse et donc la plus efficace de la domination bourgeoise.

Avril.

ERRATUM

■ Dans un premier article (RI 124) nous avons évoqué brièvement la période constitutive du PCF où celui-ci a été un parti du prolétariat affilié à l'IC. Il est nécessaire de corriger ici quelques erreurs contenues dans ce premier article. Il contient l'idée que c'est parce que le PCF avait été créé sur des "planches pourries" qu'il avait dégénéré, or c'est là une vue réductrice qui ne reflète pas la complexité de la dégénérescence. Avec l'échec de la vague révolutionnaire, on assiste à un reflux puis à une dégénérescence du mouvement communiste. Cette dégénérescence des PC est fondamentalement la résultante de la mort de l'IC. Après 1919, l'IC tendant petit à petit à se confondre avec le Parti Bolchévique puis le Parti Bolchévique avec le capitalisme d'Etat russe, au-delà de 1921, cela ouvrait la voie à l'involution nationaliste de tous les PC et favorisait toutes les espèces d'opportunisme existant en leur sein. Le plus fâcheux dans l'erreur de notre article, ce n'est pas encore la fausseté de la démarche qui fait expliquer l'opportunisme du PCF par ses bases constitutives propres, mais surtout le fait qu'elle provoque à minimiser notre affirmation du caractère prolétarien à l'origine, du PCF, ce que nous ne pouvions pas laisser sans correction catégorique.

Par ailleurs, l'article présentait Monatte et Rosmer comme membres du "Bulletin Communiste" et participants au Congrès de Tours, or ils n'étaient ni à Tours ni membres de la SFIO. Ce

sont Lorient et Souvarine qui ont été les animateurs de la gauche au moment du Congrès de Tours. Quant aux deux syndicalistes révolutionnaires, ils étaient membres d'un groupe pour l'affiliation à la 3ème Internationale. Autre erreur, les mandats qui leur sont attribués étaient ceux de la tendance Leroy-Heine, tendance éphémère qualifiée d'ultra-gauche. Enfin, il est affirmé à tort que le KAPD aurait été exclu du 2ème Congrès de l'IC, erreur doublée d'une imprécision. Premièrement, ce n'est pas au 2ème Congrès mais au 3ème que le KAPD est sorti de l'IC. Bien que divergent, le KAPD était membre à part entière de l'IC en 1920. En second point, on ne peut dire que l'IC a exclu formellement le KAPD en 1921. Toutefois, cela revient au même car l'IC mettait en demeure le KAPD ou de la quitter ou d'intégrer le nouveau KPD (le VKPD), en sachant bien que la Gauche Allemande ne pouvait satisfaire à cette injonction, à moins de renier complètement tout son être politique.

Ces quelques erreurs rectifiées n'ôtent évidemment rien à la dénonciation du PCF comme parti "devenu" bourgeois vers la fin des années 20, au contraire du mensonge trotskyste qui affirme que le PCF serait encore "ouvrier" ou aux divers staliniens exclus ou défrôqués qui ne font pas remonter leurs critiques plutôt libérales au-delà de la date où ils ont été successivement exclus, tout en le regrettant éternellement!

R.J

EXPERIENCE DES GREVES EN GRANDE-BRETAGNE

LES SYNDICATS TRAVAILLENT A FIGER LE MOUVEMENT

"Dans la période présente, de reprise historique des luttes du prolétariat, celui-ci se heurte, non seulement à tout le poids de l'idéologie sécrétée directement et souvent délibérément par la classe bourgeoise, mais également à tout le poids de traditions de ses propres expériences passées. La classe ouvrière, pour parvenir à son émancipation, a absolument besoin d'assimiler ses propres expériences."

(Revue Internationale n°23, "Le prolétariat dans le capitalisme décadent")
La résistance acharnée qu'opposent les mineurs anglais aux plans de licenciements n'est pas un phénomène "spécifique", ni "anglais".

Ces grèves sont une expérience que tous les ouvriers doivent connaître, parce que tous sont contraints, de plus en plus de résister aux empiètements croissants des Etats sur leur existence même. On ne peut s'attendre à ce qu'une grève résolve toutes les questions. Mais les luttes des ouvriers en Grande-Bretagne posent à la face du monde, au coeur de l'Europe de l'Ouest, deux questions essentielles : l'enjeu réel des luttes aujourd'hui et la nécessité d'étendre la lutte pour renverser un rapport de forces qui penche toujours du côté de la classe dominante.

Dans ces grèves, non seulement les ouvriers sont confrontés à l'idéologie bourgeoise, au travers des médias, des partis, des syndicats, non seulement ils sont confrontés à la force policière de l'Etat, mais encore la classe dominante se sert du passé de la classe ouvrière, contre elle. Elle essaie d'enfermer les ouvriers dans une époque révolue, glorifiant des moyens de lutte aujourd'hui inefficaces. Elle tente de tirer les ouvriers vers le passé, de figer leur mouvement.

La réalité : une crise mortelle

■ 3 millions et demi de chômeurs officiellement (probablement 5 millions), et pas de perspective de sortie.

En quinze ans, l'image d'une Angleterre propre et bien cirée a bien changé : la Grande-Bretagne évoque aujourd'hui la misère, les queues devant les soupes populaires, les chômeurs prolongés errant dans des quartiers couilants.

La réalité actuelle, c'est celle d'une attaque inexorable contre les conditions de vie des ouvriers, jusqu'à l'exclusion de toute ressource, jusqu'à leur éjection de la production.

Les "répits" sont de plus en plus courts : les grèves sauvages des mineurs en 1981 avaient fait reculer les 30 000 licenciements prévus : deux ans plus tard, c'est de 70 000 à 100 000 licenciements dans les mines qu'il s'agit.

De même, le danger que représente pour la bourgeoisie la grève des mineurs, dans un contexte d'ébullition sociale, a pour le moment contraint l'Etat à suspendre les licenciements prévus dans les autres secteurs. Mais huit mois après, l'Etat, sous la pression de la crise économique, est contraint d'annoncer le licenciement de 20% des employés des chemins de fer.

Cette réalité est la même partout. En Hollande, où les dockers l'année dernière avaient obtenu la garantie de l'emploi pour deux ans en échange de réductions de salaires, et se voient licenciés dès aujourd'hui. Aux USA et en Allemagne, où les mêmes promesses avaient été faites, les licenciements ont suivi. Et les mêmes promesses ressortent aujourd'hui...

Dans tous les secteurs où des licenciements massifs avaient déjà été effectués il y a 5 ans (sidérurgie, mines, chantiers...), de nouvelles charrettes, toujours plus pleines, arrivent.

L'impassé gestionnaire du syndicalisme

Thatcher menace, au nom de la rentabilité : si les licenciements n'ont pas lieu, l'industrie s'écroule. C'est l'argument de tous les gouvernants.

Les syndicats protestent : il faut négocier, éviter les licenciements par d'autres choix économiques. C'est le même mensonge d'une "autre voie", de gauche, qui éviterait la misère tout en conservant le cadre actuel, de toutes les "oppositions" de "gauche".

Du point de vue de la "rentabilité", de ce que ceux qui possèdent et gèrent le capital appellent "l'économie nationale", les licenciements sont iné-

vitables, tout comme les baisses de salaires, tout comme l'augmentation de la productivité. Ce sont tous les secteurs de l'industrie qui n'arrivent plus à vendre, qui doivent diminuer leur production et augmenter la plus-value qu'ils tirent de chaque ouvrier qui reste au travail.

Contrairement à ce que disent les syndicats, contrairement à tous les mensonges cyniques sur la possibilité d'une entente mutuelle entre le capital et le travail, entre les exploités et les exploités, d'un "autre" capitalisme, à "visage humain", il n'y a pas d'autre gestion possible. La gauche et les syndicats l'ont prouvé, en Grande-Bretagne aussi : ce sont eux qui ont planifié les licenciements qui tombent aujourd'hui, entre 1974 et 1978, lorsque le Labour était au gouvernement. Scargill, le leader syndicaliste "radical" des mines peut crier aujourd'hui qu'il est prêt à "transgresser la loi s'il le faut", en s'affrontant à la police, il est une loi qu'il ne transgressera jamais : celle des intérêts du capital national.

En insistant sur la possibilité de sortir de la crise, avec en plus une possibilité d'éviter les licenciements, voire d'améliorer notre sort, les syndicats font tout pour enfermer les ouvriers dans un retour en arrière totalement illusoire.

Ce passé est pourtant loin aujourd'hui : il date de la création des syndicats. Lorsque les ouvriers se sont regroupés en syndicats, au siècle dernier, le capitalisme n'était pas dans la même dynamique : entre 1860 et 1913, la production anglaise a triplé, la production française a quadruplé, la production allemande a été multipliée par 7 et la production américaine par douze. Aujourd'hui les taux de croissance avoisinent zéro. Et ce n'est pas un problème "passager" : depuis 1913, le capitalisme a été plus souvent en crise et en guerre qu'en période d'expansion.

Contrairement au siècle dernier, les ouvriers ne se battent plus pour défendre un aménagement plus favorable dans l'expansion du capital, pour arracher une part plus grande de ce qu'ils produisent, mais pour survivre, pour résister au capital qui leur reprend toujours plus, pour s'opposer à leur éjection d'une production qui n'arrive plus à se développer parce qu'elle n'arrive plus à se vendre.

Les lois économiques du capital ont toujours été opposées aux intérêts des ouvriers. Mais, aux débuts du capitalisme, les ouvriers, par leurs grèves, pouvaient faire pression pour des améliorations durables. Aujourd'hui, les lois économiques ne sont pas plus fatales qu'hier. Ce ne sont pas des cataclysmes naturels, mais des lois qui régissent des rapports entre les hom-

mes. Mais entre la lutte des ouvriers et la survie des profits capitalistes, l'antagonisme est devenu total. Dès que la classe ouvrière cesse de se battre, dès qu'elle recule, les attaques reprennent de plus belle.

Cela, c'est une première différence avec le passé. Et les syndicats, avec leur "autre voie" ne font qu'essayer de cacher ce que deux guerres mondiales et la barbarie de plus en plus criante de ce monde nous ont enseigné : le capitalisme n'a plus rien à offrir à l'humanité que la misère et la destruction.

La réalité : une poussée vers l'extension des luttes ouvrières

Cet été, par deux fois, les dockers se sont mis en grève en exprimant ouvertement leur solidarité avec la grève des mineurs. Aujourd'hui que la bourgeoisie annonce ses licenciements contre les ouvriers des chemins de fer, des tentatives d'actions communes se cherchent : ainsi, les mineurs ont envoyé une délégation de 200 d'entre eux à des assemblées des employés des chemins de fer. Des manifestations communes ont été envisagées.

Depuis 15 ans, depuis les débuts de la crise, les ouvriers ont fait à maintes reprises l'expérience de grèves isolées, parfois longues. Nombreuses sont celles qui, malgré le soutien matériel et la "popularisation" organisée par les syndicats, non seulement n'ont pas fait céder la bourgeoisie, mais encore ont abouti à la démoralisation dans l'isolement.

Mais de plus en plus, les conditions d'une possible extension des luttes se développent avec l'attaque simultanée, de plus en plus aiguë et rapprochée, contre tous les secteurs, toutes les couches ouvrières.

Quand on est chômeur, on n'est plus "sidérurgiste" ou "mineur" : on est chômeur, sans espoir de retrouver du travail.

La nécessité d'imposer un rapport de forces dans la situation actuelle pousse dans ce sens : la question qui se pose aujourd'hui, c'est celle de dépasser les divisions catégorielles, de secteurs ou de régions.



L'attentat contre ses ministres était une bonne chose pour Thatcher : pendant un temps, l'ampleur de l'événement a semblé polariser l'attention, permettant de plus de revaloriser le rôle de la police et d'insinuer des comparaisons malveillantes entre le terrorisme de l'IRA et la lutte des mineurs anglais. Deux jours plus tard, cependant, de nouveaux affrontements entre mineurs et forces "de l'ordre", plus violents que les précédents, venaient rappeler que c'était bien de la lutte entre les classes que la Grande-Bretagne était malade, et le rôle de la police de l'Etat contre la lutte des ouvriers.

Les syndicats veulent momifier le mouvement dans le corporatisme

Les discussions entre syndicats britanniques tournent autour des spécificités de la lutte de la sidérurgie, des mines ou des docks. Depuis le début de la grève des mineurs, le syndicat des mines insiste sur une chose : la nécessité d'étendre la lutte... aux quelques mines qui restent au travail. Des autres secteurs en grève, le NUM ne parle qu'en cas de force majeure, quand il ne peut plus empêcher les mineurs de poser la question.

La perspective qu'il donne à la "grève des mineurs", c'est celle d'une grève interminable, soutenue financièrement par des collectes, jusqu'à ce que la direction des charbonnages - et l'Etat - cède.

Là encore, les syndicats tirent les ouvriers vers le passé, vers un temps qui n'est plus, tout en taisant les expériences qui sont allées plus loin.

Il est fondamental que la classe ouvrière se réapproprie aujourd'hui SON passé, et distingue clairement ce qu'elle doit en rejeter, de ce qu'elle doit garder.

Aux temps où le capitalisme naissait et se développait, les ouvriers ne s'affrontaient pas à un ennemi aussi bien préparé qu'aujourd'hui.

Les ouvriers se battaient alors contre un patron isolé (il n'y avait pas d'organisations patronales) et l'Etat laissait jouer la "libre concurrence" entre les entreprises. En s'unissant par branches ou par métiers, les ouvriers acquéraient une supériorité sur leur adversaire. Une grève dans une usine, soutenue par la solidarité financière des ouvriers de la même branche ou du même métier, pouvait faire plier un patron dont la préoccupation était de vendre immédiatement, de produire plus, et dont les concurrents guettaient l'affaiblissement.

Aujourd'hui, les ouvriers se battent contre une organisation autrement plus sophistiquée : la production de toute entreprise est déterminée par des plans d'Etat au sein de l'économie nationale, et les restrictions ou licenciements sont planifiés de concert entre le patronat, l'Etat et les syndicats. L'économie nationale peut très bien compenser la paralysie d'un secteur donné, d'autant plus que la surproduction est telle que les stocks d'inventaire permettent de voir venir...

Alors qu'au 19ème siècle, la solidarité ouvrière pouvait s'exprimer dans le soutien matériel et financier des grèves, au travers des caisses de grève organisées par les syndicats et qui permettaient aux ouvriers de tenir jusqu'à ce que le patron cède, aujourd'hui, la pression économique ne peut plus s'exercer dans le cadre d'une usine ou même d'une branche d'industrie.

Ce n'est pas la grève des mineurs, en tant que telle, parce qu'elle paralyse la production de charbon, qui inquiète la bourgeoisie. Ce qui la préoccupe, c'est qu'elle doit attaquer tous les ouvriers simultanément, dans tous les secteurs, et que cela contient des risques sérieux de voir les ouvriers s'unir au delà de toutes les divisions qu'elle a soigneusement entretenues.

Il n'est pas meilleur témoignage que cette citation du leader des syndicats de chemin de fer britannique, JH Thomas, qui, dès 1926, après la grève générale, déclarait :

"qu'il avait craint plus que tout que la grève ne s'étende aux secteurs non touchés, et que les syndicats n'arrivent pas à empêcher les travailleurs de sortir des cadres habituels de la lutte : heureusement, concluait-il, cela n'était pas arrivé." ("Histoire de la classe ouvrière anglaise". Hutt. p. 135).

Hier comme aujourd'hui, plus les ouvriers sont unis, plus ils sont forts. Mais, et c'est là une deuxième différence avec le siècle passé, imposer un rapport de forces aujourd'hui demande une union bien plus large et bien plus forte qu'hier.

"La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même lorsqu'ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes..." (Marx. "Le 18 Brumaire".

C'est sur ce poids que compte la classe dominante. C'est sur lui que s'appuient les syndicats.

Secouer le corporatisme, c'est, pour la classe ouvrière, secouer près de deux siècles d'habitude. C'est pourtant ce qu'elle a fait lors de la première vague révolutionnaire, au début du siècle. C'est ce qu'elle a fait en Pologne, en s'organisant à l'échelle d'un pays, en août 80. C'est ce qu'elle commence à faire aujourd'hui au coeur de l'Europe. Et c'est cela, l'avenir.

Contre tous les critères de rentabilité de l'économie capitaliste, par une participation massive et active aux décisions et à leurs applications, contre toutes les divisions entretenues par les syndicats, contre tous les faiseurs d'illusion,

"Les ouvriers doivent déclarer qu'en tant qu'hommes, ils ne peuvent se plier aux conditions existantes, mais que les conditions elles-mêmes doivent s'adapter à eux, hommes."

(Engels, "La situation de la classe ouvrière en Allemagne").

U.S.A.

DERRIERE LE BATTAGE ELECTORAL, LA LUTTE DE CLASSE CONTINUE

■ Alors que le cirque électoral bat son plein aux USA, la lutte entre les classes, dans le pays de la soi-disant "reprise économique", continue : après les longues grèves des employés du téléphone l'été dernier, c'est aujourd'hui General Motors, la plus grande entreprise du monde, qui est en ligne de mire : les 350 000 ouvriers qu'elle emploie sont confrontés, comme partout, aux restrictions de salaires, et 100 000 licenciements sont annoncés pour les années à venir... Il faut se souvenir qu'en 81, les ouvriers américains ont déjà du consentir à des réductions de salaires pour aider à la "reprise de l'économie", dont ils ne voient toujours pas les effets aujourd'hui. On comprend que face à la colère montante dans une des plus grosses concentrations ouvrières du pays, la bourgeoisie américaine ait pris ses précautions :

En première ligne, c'est bien sûr le syndicat (UAW) qui a travaillé, dès cet été, à prévenir et contenir l'explosion de mécontentement. Plutôt que d'appeler à une grève nationale qui aurait eu un effet potentiellement dévastateur sur l'économie nationale, l'UAW a organisé des négociations et des grèves dans 13 des usines du pays, soit disant pour

"s'attaquer aux problèmes locaux".

Cette tactique avait plusieurs buts :
-elle a permis au syndicat de faire des grèves courtes (la constitution de l'UAW exige un processus de deux semaines avant qu'une grève nationale puisse être arrêtée, ce qui n'est pas le cas dans les grèves locales);
-elle lui a permis de "lacher de la vapeur" dans les usines les plus combatives, épuisant les ouvriers avant que la grève ne s'étende;

-elle lui a permis d'éviter des grèves sauvages, car les usines les plus combatives se seraient de toutes façons mises en grève.

Malgré ces précautions, les syndicats n'ont pas eu la partie si facile : la tendance à l'extension de la lutte a été si forte que le syndicat a connu quelques difficultés à imposer son plan. Les ouvriers de Van Nuys (Californie), qui avaient été sommés de reprendre le travail une fois les problèmes "locaux" réglés, sont repartis en grève avant que la première vague de grèves "tournantes" ne soit terminée, refusant de reprendre le travail avant le vote sur les accords salariaux. Syndicats et patronat ne sont pas parvenus à contenir les grèves aux treize usines choisies : au bout d'une semaine, 17 usines avaient

été touchées, les dirigeants syndicaux locaux étant forcés d'opter pour la grève avant que celle-ci ne se déclenche hors de leur contrôle. Comme le disait l'hebdomadaire "Newsweek" : "Les espoirs d'éviter une grève des 350 000 ouvriers de General Motors semblaient monter et descendre comme un piston" (sic) (Newsweek du 24-10).

Avant que la grève ne s'étende plus loin, syndicats et patronat arrivaient à un "accord" : cet accord était présenté comme une grande victoire sur la sécurité de l'emploi, et garantissait des augmentations à peu près équivalentes au taux d'inflation. Le battage sur la "sécurité de l'emploi" taisait bien sûr à la fois les centaines de milliers de licenciements déjà effectués dans l'automobile ces dernières années, et les prochains, tout aussi irréversibles. Comme il y a trois ans, les syndicats ont fait passer des restrictions de salaires au nom de la "lutte contre le chômage" : plus encore qu'il y a trois ans le mensonge est grossier : les licenciements ne sauraient tarder dans l'automobile.

Pour affaiblir les réactions ouvrières, les syndicats ont fait traîner les votes sur l'"accord" pendant plus de deux semaines. Les usines qui avaient refusé l'accord se sont ainsi

retrouvées isolées, et le résultat du vote a fini par être positif pour la bourgeoisie.

Tout n'est pas réglé pour autant loin de là. Fin octobre, une grève de 36 000 ouvriers de General Motors, cette fois au Canada, éclatait sur les mêmes problèmes, entravant l'activité de douze des usines des USA. La pression de l'UAW américain sur son confrère canadien pour contenir ce nouveau mouvement atteste de l'inquiétude de la classe dominante devant cette colère de plus en plus ouverte.

Il y a de quoi. Si la colère commence à monter alors même que la bourgeoisie américaine a contenu ses mesures en vue des élections, qu'en sera-t-il après, lorsque les restrictions trop longtemps retenues vont commencer à tomber, et que l'explosion du chômage, un moment ralentie, va secouer le monde du travail, aux USA comme ailleurs? La combativité actuelle des ouvriers américains est une promesse pour le futur, qui atteste qu'ils seront aux côtés des ouvriers du reste du monde, dans la lutte contre la crise mortelle du capitalisme.

D'après "Internationalism", octobre 84.

EGYPTE

DANS LE TIERS-MONDE AUSSI, LA CLASSE OUVRIERE AU CENTRE DES LUTTES

■ L'état de siège de 81 reconduit, trois morts et vingt six blessés : encore une fois, la force policière de l'Etat égyptien a frappé la classe ouvrière en lutte. En grève depuis 48h, les ouvriers du textile de Kfar-El-Dawwar décidaient le 1er octobre de manifester dans la ville pour protester contre les augmentations des produits de première nécessité (comme le pain, transformé pour l'occasion en un pain "enrichi" deux fois plus cher) et des cotisations sociales. Très vite la colère ouvrière se matérialise par des vitrines brisées, la mise sur pied de barricades le long de la voie de chemin de fer reliant Le Caire à Alexandrie, par l'attaque de bâtiments de l'Etat. Très vite, la ville est fermée par l'armée et la police ; et très vite, le gouvernement égyptien en la personne de Mubarak, annulait les augmentations de prix.

L'expérience de la classe ouvrière égyptienne en ce domaine est grande. Déjà en 71, en 72, en 75, en 77, elle s'était dressée puissamment contre de telles attaques de l'Etat sur son niveau de vie. En 77, nous pouvions écrire :

"Après plusieurs mois d'une tension sociale croissante dans le pays, qui s'est manifestée par de nombreuses grèves localisées, le gouvernement annonça une série d'augmentations des prix des principaux biens de consommation vitaux. La réponse des ouvriers fut immédiate. Une fois encore, les ouvriers du plus important complexe industriel d'Egypte, Helouan, près du Caire, ont été à l'avant-garde du mouvement ; partis en grève, ils persuadèrent les camionneurs de les emmener au centre de la ville pour y manifester. Ils furent rapidement rejoints par les dockers d'Alexandrie, avant

même que les "troubles" ne se généralisent à l'ensemble du pays."

(RI n° 34, février 77).

En 77 également, le gouvernement annulait immédiatement les mesures de hausse des prix. Aujourd'hui, la rapidité de réaction de l'Etat égyptien s'explique par sa crainte de voir à nouveau s'étendre des mouvements de grève, dans un contexte où ceux-ci prennent presque immédiatement un caractère émeutier. Aussi, il lui faut isoler le plus rapidement possible toute zone facteur potentiel d'un mouvement en chaîne.

Ces événements de Kfar-El-Dawwar sont une parfaite illustration de la situation qui a gagné les pays du Maghreb et du Proche-Orient où la bourgeoisie doit faire face à des explosions sociales extrêmement rapides, déterminées par la présence de plus en plus importante de la classe ouvrière. A l'instar des pays de l'Est, l'Egypte, comme la plupart des pays du Maghreb n'a pas de syndicats suffisamment crédibles aux yeux des ouvriers pour dévoyer efficacement leurs luttes, contrairement à l'Europe de l'Ouest.

Au début de cette année, la Tunisie et le Maroc ont été secoués par des émeutes d'une ampleur sans précédent, et leurs Etats ont eux aussi reculé sur les mesures d'austérité qu'ils voulaient imposer.

Les mass-média ont noyé le poisson en mettant en avant l'islamisme, ou encore les agitateurs de Khadafi. Les attaques sur une classe ouvrière dont le niveau de vie est déjà très bas se font avec une virulence qui nie les besoins les plus vitaux de survie. Et la bourgeoisie, avec le cynisme qui la caractérise comme jamais aucune classe dans l'histoire, se fait fort d'expliquer au monde que s'il existe des raisons objectives aux réactions de populations entières, c'est en dernière instance parce que celles-ci se laissent fourvoyer dans des idéologies tous azimuts. Toujours la même vieille idée de la masse imbécile et aveugle, se laissant emporter derrière le premier prophète venu.

Mais la réalité, elle, suit son chemin et l'Afrique du Nord, le Proche-Orient sont la proie de difficultés économiques, alimentaires principalement, qui font que, par exemple, l'Egypte importe 65% de ses produits alimentaires. Avec un endettement colossal (19 milliards de dollars), le poids gigantesque de l'armement que l'Egypte supporte depuis l'après-guerre et qui a encore augmenté avec l'ac-

croissement des tensions inter-impérialistes depuis 83, la situation économique est plus que catastrophique.

Et, dans ce contexte où la plus grande partie de la société n'a jamais connu que la misère, n'a même jamais vu l'ombre d'un revenu lui permettant le minimum vital, c'est la classe ouvrière que l'on voit apparaître de plus en plus nettement, de plus en plus fortement dans les explosions sociales, dans les "émeutes de la faim". C'est en considération de l'expérience même de la classe ouvrière en Egypte et surtout au vu de cette situation de tension sociale extrême qui gagne l'ensemble du sud de la Méditerranée, où toute lutte ouvrière se transforme rapidement en mouvement général de la population, que Mubarak est revenu sur ses décisions d'austérité, tout en réprimant le plus violemment possible.

La faiblesse de la classe ouvrière, même dans des pays comme l'Egypte où celle-ci est importante relativement à beaucoup de pays sous-développés, s'exprime nettement dans ces explosions brutales qui s'éteignent rapidement, principalement de par l'isolement où se trouve le prolétariat.

Cependant, ce qui était hier la réalité des pays lointains de la périphérie du capitalisme, se rapproche avec rapidité du centre.

De plus en plus, les grands centres industriels sont touchés par la combativité, la volonté des prolétaires de se battre, et la répression la plus féroce, même si elle fait reculer momentanément, n'enraye en rien ce mouvement général. Si les mass-média ne se sont pas étendus sur les événements de Kfar-El-Dawwar, ce n'est pas tant par l'instauration de la loi martiale interdisant la ville aux journalistes, que par une volonté délibérée de masquer la réalité :

- d'une situation générale d'effondrement économique qui se révèle le plus clairement dans les pays les plus faibles ;

- d'une situation où c'est la classe ouvrière, malgré sa grande faiblesse, et malgré la répression la plus féroce dont elle est l'objet, qui devient déterminante.

Ainsi, c'est vers elle que se tournent aujourd'hui les yeux du monde entier car c'est elle qui devient le pivot, le cœur de toute activité sociale.

PPR

LA FAUSSE SOLIDARITE DE LA C.G.T.

■ Il est difficile de cacher une grève qui dure depuis huit mois. C'est parce que les luttes en Angleterre percent une brèche dans les cloisonnements entretenus entre secteurs, régions et nations, que la classe dominante doit aujourd'hui tenter de limiter la portée de ces grèves. C'est parce qu'elles sont un encouragement à la lutte, y compris au-delà de la Manche, qu'elle doit en étouffer la voix. Quand elle ne le fait pas par le silence, elle le fait par le mensonge.

Ainsi on voit aujourd'hui la CGT en France organiser une grande campagne de "soutien aux mineurs", déclarant que "les syndicats européens sont assez forts pour financer la grève pendant des mois, ou plus", diffusant des tracts dans les usines affirmant que "leur lutte est la nôtre".

Oui, leur lutte est la nôtre. Et c'est justement pour ça que la solidarité nécessaire ne se limite pas à des quêtes, des envois de colis pour Noël aux sons des fanfares syndicales, ou à offrir des vacances aux mineurs au bord de la Mer Noire comme l'ont fait les syndicats soviétiques, ou à des opérations publicitaires "vacances pour les enfants de mineurs" comme celles de la CGT cet été.

La CGT espère sûrement récupérer du crédit avec cet "internationalisme" de pacotille, apparaître comme à la poin-

te du combat. Il est sûr qu'elle a besoin d'arguments nouveaux après ces trois ans de soutien aux mesures de restriction "de gauche".

Mais ces simulacres de solidarité ne servent qu'à diviser et à mutiler la classe ouvrière.

Face à la formidable lutte des ouvriers en Pologne, en 80, le même cirque avait été organisé sur le thème "charité pour la Pologne". Il fallait dénaturer et affaiblir la portée de ce mouvement qui affirmait haut et clair que les ouvriers se battent contre la même détérioration de leur existence, de l'Est à l'Ouest, et qu'ils ont la force de s'organiser SEULS.

Les bêtises de dame patronesse des organisations démocratiques visaient à isoler la Pologne : "c'est un cas à part, le totalitarisme des pays de l'Est, il faut les aider", tel était le sens de leurs cris indignés.

La meilleure façon d'aider les mineurs, c'est de s'aider soi-même, c'est de rejoindre la lutte qu'ils ont engagée, c'est de se battre à leurs côtés.

C'est de cette solidarité là que les mineurs ont besoin pour imposer un recul à la bourgeoisie. C'est cette solidarité-là qui terrorise la classe dominante.

D.N.
C'est bon mais on avait pu ajouter que c'est pour étouffer le sabotage fait par les syndicats en transférant du charbon pour Talcher

Nous publions ci-dessous des extraits d'une lettre que nous a envoyée il y a quelque temps un lecteur, parce qu'elle soulève un questionnement encore répandu, sur deux points essentiels :

- le capitalisme peut-il trouver des moyens pour surmonter sa crise économique ;
- le prolétariat a-t-il été "intégré" au capitalisme grâce à la "société de consommation".

Nous y répondons parce qu'il est fondamental, aujourd'hui plus que jamais, de balayer les doutes sur les enjeux contenus dans la crise actuelle du capitalisme et d'affirmer les potentialités contenues dans la reprise des luttes du prolétariat à l'échelle internationale.

Nous en profitons pour réitérer notre insistance sur la nécessité que nos lecteurs nous écrivent. Les problèmes qu'ils soulèvent ne sont pas "leurs problèmes" particuliers, mais des questions qui agitent toutes les consciences, et dont la clarification est une arme pour les combats de demain.

Chers camarades de R.I.,

(...) A l'encontre de toute évidence, vous vous obstinez à prétendre que le prolétariat n'a jamais été intégré. L'extrême isolement des révolutionnaires tient pourtant, depuis plusieurs décennies, au fait que le prolétariat a globalement accédé à la "société de consommation", le capital lui assurant un niveau de vie et des protections sociales jamais vues jusque là. Ajoutons-y la soumission idéologique par les médias et l'encadrement politico-syndical. La rupture du prolétariat d'avec ce système n'interviendra réellement que si la crise en cours débouche sur la remise en cause sérieuse de ses "avantages acquis". Alors seulement le milieu révolutionnaire sortira de sa marginalisation.

A propos de la crise, j'apprécie vos mises au point régulières dans la Revue internationale. Je ferai deux objections. D'abord, je m'interroge sur votre analyse de la crise comme crise de surproduction. Les ribambelles de graphiques que l'on peut trouver ici et là ne démontrent nullement qu'il y ait, à partir de '71, surproduction. La contraction des échanges mondiaux est récente et de faible ampleur. Par contre, la chute du taux de profit puis des investissements est bien constatée. Ce qui m'amène à me seconde remarque. Vos articles sur le mythe de la révolution technologique sont très intéressants. Mais si la gauche fait un tel ramdam autour des "nécessaires mutations technologiques", est-ce seulement pour lancer de la poudre aux yeux des prolétaires ? Ne serait-ce pas que le capital cherche à redresser le taux de profit et qu'il s'agit moins, finalement, de vendre plus "à l'étranger" que de rétablir les profits ? Pour le capital global, la panoplie de "sortie de crise" serait alors : augmentation du taux de profit grâce à :

- restructurations
- nouvelles technologies + nouvelle organisation du travail
- pression sur les salaires
- diminution des garanties sociales
- "responsabiliser" les prolétaires (les "droits nouveaux" !)

On espère que ça ne marchera pas !
Salutations amicales.

P.

■ Nous répondrons d'abord aux objections que soulève le camarade sur notre analyse de la crise économique, puis à son questionnement sur "pourquoi nous nous obstinons à dire que le prolétariat n'a jamais été intégré dans le capitalisme". Parce qu'il y a une cohérence dans ces deux désac-

coords : il n'est possible d'admettre la possibilité pour le capitalisme d'"intégrer" le prolétariat QUE si on pense que le capitalisme a la possibilité de lui offrir "éternellement" des conditions de vie acceptables.

En effet, si le capitalisme pouvait vraiment trouver une solution à sa crise économique, autre que la guerre généralisée, s'il trouvait les moyens de pouvoir nourrir indéfiniment les prolétaires, alors on pourrait effectivement parler de possibilité d'"intégration" du prolétariat au capitalisme. La révolution se poserait alors comme non pas comme une nécessité mais comme une question de volonté et de conviction seulement. Et on devrait alors s'inquiéter sérieusement de l'"extrême isolement des révolutionnaires" à l'heure actuelle.

Mais un des principes de base de la méthode marxiste dont nous nous revendiquons est que les mouvements sociaux, les luttes et, a fortiori, les bouleversements sociaux, ne sont pas le produit de volontés individuelles, ni de leaders géniaux ; ils sont d'abord le produit de nécessités objectives, matérielles et concrètes. Ce n'est pas la conscience qui détermine l'existence, mais les conditions matérielles d'existence qui déterminent la conscience.

C'est pourquoi, le but des travaux économiques de Marx et des révolutionnaires marxistes après lui, est de démontrer pourquoi le système économique capitaliste est condamné, par suite de ses contradictions internes, à plonger dans des crises de plus en plus catastrophiques, et pourquoi le prolétariat doit le détruire.

Le mythe des nouvelles technologies comme solution à la crise

Le camarade pose la question : les nouvelles technologies ne pourraient-elles pas pallier la baisse du taux de profit des capitalistes et leur permettre de sortir de la crise ?

Avec les "nouvelles technologies" on pourra certainement faire des merveilles... après la révolution, quand elles seront mises vraiment au service de l'homme. Mais servir de palliatif à la bourgeoisie pour pallier la baisse du taux de profit, certainement pas. Tout le contraire : le plus grand apport de Marx, dans son travail d'explication du fonctionnement des lois du capitalisme, c'est la découverte de la plus-value. L'élucidation du fait que, à la différence du profit commercial classique, LA source de

profit du capitalisme provient de l'exploitation du travail HUMAIN ; l'exploitation de la marchandise "force de travail" que l'on peut payer un prix relativement modeste par rapport à ce que l'on peut en obtenir en échange, en l'associant à des machines. La force de travail humaine est la seule marchandise qui puisse produire beaucoup plus qu'elle ne consomme. (1)

Pour cette simple raison, c'est une vaste illusion que de croire que le capitalisme va pouvoir augmenter son taux de profit... en réduisant la source même de son profit, en remplaçant les hommes par des machines.

Tout ce que la bourgeoisie peut faire, c'est, effectivement, comme le dit la lettre, faire pression sur les salaires, diminuer les "garanties sociales"... bref, faire payer la crise aux ouvriers.

Baisse du taux de profit et crise de surproduction

On entend souvent l'idée selon laquelle les phénomènes de baisse du taux de profit et de crise de surproduction sont deux "théories" sur la crise du capitalisme qui s'opposent - comme semble le penser notre lecteur. Ce n'est pas notre analyse. Les deux phénomènes sont tout à fait complémentaires : la tendance constante à la baisse du taux de profit provient justement de la diminution de la part de travail humain dans la fabrication des marchandises, à cause de l'introduction de machines toujours plus performantes. Pour compenser cette baisse du taux de profit, les capitalistes sont obligés de vendre PLUS de marchandises, en plus grande quantité. Mais, pour vendre - condition nécessaire pour que le profit soit réalisé -, il faut des marchés : des acheteurs qui aient besoin de la marchandise et qui puissent payer. Ce qui caractérise les situations de crise c'est que les capitalistes ne peuvent plus vendre suffisamment parce que les marchés solvables sont saturés. Les marchandises invendues s'entassent. La crise se manifeste sous la forme de "crise de surproduction" (surproduction par rapport aux marchés solvables et évidemment pas par rapport aux besoins humains réels mondiaux).

La seule "solution" que la bourgeoisie a déjà démontré savoir donner à ces contradictions inhérentes à son système, c'est la destruction généralisée par la guerre. Nous ne lui en connaissons pas d'autre.

C'est cette conviction de l'inévitabilité de la crise du capitalisme qui nous a toujours permis d'affirmer que le prolétariat ne peut pas être "intégré" au capitalisme.

L' "intégration" du prolétariat au capitalisme

Une des caractéristiques de la méthode marxiste est d'appréhender le monde toujours d'un point de vue historique et mondial, parce que la classe dont il est le produit est une classe historique et mondiale. Elle ne s'attache pas à l'étude du phénomène momentané ou temporaire, elle situe ce phénomène dans le contexte historique global, social, dans lequel il se déroule.

La théorie du prolétariat qui aurait été intégrée au capitalisme est une théorie qui s'est développée pendant les années de contre-révolution ; les années où, à la suite de la défaite de la première vague révolutionnaire, le prolétariat n'a pas trouvé la force de s'affirmer comme classe révolutionnaire. Cette théorie a connu un franc succès dans les années 60 quand, l'économie européenne "reconstruite", pouvant assurer pratiquement le plein emploi et permettre aux ouvriers de se payer un minimum de confort, la bourgeoisie a pu illusionner la classe ouvrière sur "des lendemains qui chantent".

C'est l'époque où les milieux universitaires ont produit à profusion maints sociologues et philosophes qui ont théorisé le "dépassement du marxisme", la fin de la lutte des classes et la fin de l'ère des révolutions.

Toutes ces théories ont fleuri sur le terrain de l'illusion d'un capitalisme qui serait "toujours prospère". Si les années 70 ont pu encore laisser un doute, les années 80 sont venues balayer toutes ces illusions.

Il est en effet plutôt difficile aujourd'hui de parler d'un capitalisme sans crises et d'un prolétariat inté-

gré quand la réalité est en train de confirmer de manière éclatante la validité de la théorie marxiste : crise généralisée du capitalisme, développement catastrophique du chômage dans tous les pays, famines qui font des ravages jamais connus dans les pays du tiers-monde et, de nouveau, la lente émergence d'un prolétariat qui, dans tous les pays, est en train de résister au sort qu'on veut lui asséner.

La crise du capitalisme fait réapparaître clairement le vrai visage, la vraie réalité de ce qu'est le capitalisme : une société non pas "de consommation" mais d'exploitation.

Les préoccupations du prolétariat sont de moins en moins "quel nouveau mobilier je vais m'acheter", et de plus en plus "comment ne pas perdre mon travail" ou "comment s'en sortir avec les chômeurs qu'il y a dans la famille". Ce sont les conditions d'existence qui obligent à se poser des problèmes. C'est la nécessité qui oblige à trouver des réponses. De plus en plus le prolétariat se posera des questions pour la réponse desquelles les révolutionnaires reoréorientent un avort fondamental.

S'il est vrai que les révolutionnaires sont encore très isolés, la dynamique de la période actuelle va dans le sens d'une sortie de cet isolement.

Les perspectives de la lutte de classe

La lettre du camarade dit : "la rupture du prolétariat d'avec ce système n'interviendra réellement que si la crise en cours débouche sur la remise en cause des avantages acquis".

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui c'est justement à une remise en cause de ce que le prolétariat avait pris pour des avantages "acquis" : le droit au travail, le droit à des indemnités de chômage, la gratuité des soins hospitaliers... même la traditionnelle "intouchable" fonction publique est menacée.

Les luttes actuelles ne sont certes pas encore des luttes "révolutionnaires". Il n'y aura lutte révolutionnaire ("rupture du prolétariat avec le capitalisme") que quand le prolétariat démontrera dans la pratique qu'il est porteur d'une autre alternative, d'une nouvelle organisation sociale : la société communiste. Pour cela il faut que le prolétariat se soit unifié derrière un but : l'abolition de l'exploitation, de la loi du profit, bref l'abolition du capitalisme.

Nous n'en sommes pas là. Nous en sommes aux luttes de résistance contre les attaques du capitalisme aux conditions de vie. Mais c'est à travers ces luttes de résistance que le prolétariat doit arriver à s'unifier, à dépasser les divisions que lui impose le capitalisme. Ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui c'est l'unification du prolétariat comme seul moyen d'être suffisamment fort pour combattre les attaques du capitalisme.

Aujourd'hui c'est dans tous les pays qu'il y a des luttes ouvrières (voir RI 125) et du mécontentement qui ne s'exprime pas, n'en parlons pas ! La conscience de ce qu'est vraiment le capitalisme ne cesse pas de mûrir dans des millions de têtes simultanément. La réalité qui détermine cette conscience n'est pas une réalité où le prolétariat est harmonieusement intégré au système de production, mais d'où il est de plus en plus exclu.

Le camarade s'inquiète de l'isolement des révolutionnaires. Mais malgré l'isolement qui effectivement existe, ils le sont beaucoup moins qu'ils l'étaient dans le passé. Il y a quelques années, on nous traitait de fous quand on parlait, par exemple, de crise du capitalisme, du caractère inter-impérialiste des luttes de libération nationale, ou du fait que le prolétariat des pays de l'Est était aussi exploité que celui de l'Ouest. La réalité s'est chargée de confirmer ces affirmations.

La perspective n'est plus à l'isolement.

T.L.

(1) Pour plus de développements, lire les brochures de Marx : "Travail salarié et Capital" ou "Salaire, prix et profit".

(2) Voir notre brochure : "La décadence du capitalisme" et articles dans la Revue Internationale.

campagnes anti-terroristes

LA BOURGEOISIE AIGUISE SA REPRESSION CONTRE LE PROLETARIAT

■ La classe dominante se prépare à la reprise brutale que va connaître l'accélération de la crise économique. Parce qu'elle sait l'ampleur du problème social que cette nouvelle plongée ne manquera pas de provoquer, elle aiguisé ses armes, et notamment celle de la répression.

C'est dans ce sens que doit être comprise la nouvelle campagne "anti-terroriste" qui prend de l'ampleur aujourd'hui en Europe : opération "Mamouth" de ratissage massif en Belgique (120 perquisitions en une nuit), à la suite des attentats des "Cellules Communistes combattantes", omniprésence de la police en Grande-Bretagne à la suite des attentats de l'IRA contre les ministres, création en France d'une "unité de coordination de la lutte anti-terroriste" à la suite des attentats à répétition du groupe "Action Directe". Il est évident que ce n'est pas des "terroristes" que les Etats ont peur, ni d'abord contre eux qu'ils coordonnent leurs polices au-delà des frontières. Leur violence est aussi spectaculaire qu'impuissante. Elle n'a rien à voir, malgré les qualificatifs de "communistes" que se décernent aujourd'hui ces groupes, avec la lutte de la classe ouvrière, ni avec la violence des mineurs anglais, par exemple, qui s'affrontent aujourd'hui à la répression étatique. Mais ces attentats (le plus souvent curieusement facilités par la discrétion des forces de répression) permettent des amalgames faciles et leur impopularité fournit à l'Etat un excellent alibi pour renforcer le quadrillage de la société.

Ce que les Etats veulent ainsi contrôler, ce ne sont pas les quelques "terroristes", dont ils se servent, mais toutes les remises en question de l'ordre existant qui se font jour nécessairement avec la preuve de plus en plus évidente de la faillite du capitalisme. Ce sont tous les éléments combattifs qui se dégagent dans la classe ouvrière et bousculent les structures d'encadrement habituelles. C'est essentiellement et fondamentalement contre la classe ouvrière et ses organisations révolutionnaires que la bourgeoisie aiguisé aujourd'hui son arsenal de répression.

REUNION "PUBLIQUE" DE "GUERRE SOCIALE"

■ Le samedi 15 septembre, le groupe qui publie "La Guerre Sociale" (1) organisait une "réunion-débat" sur le thème "Les révolutionnaires aujourd'hui". Nous y étions présents dans le but de diffuser notre presse et d'intervenir dans les débats. Et cela non pas que nous pensions que "La Guerre Sociale" fait partie du camp révolutionnaire mais parce que nous nous faisons une règle d'intervenir partout où peuvent se trouver des éléments en recherche s'intéressant sincèrement aux positions communistes.

D'entrée de jeu, le porte-parole de "La Guerre Sociale" a annoncé que la réunion était interdite à "La Banquise", au "Frondeur" et au CCI et qu'elle ne commencerait pas tant que le CCI (puisque les autres groupes étaient absents) n'aurait pas quitté la salle. Nous avons fait valoir qu'il s'agissait d'une réunion publique et non d'une rencontre entre groupes définis à l'avance et que le tract d'appel à cette réunion ne prononçait d'exclusive d'aucune sorte.

Mais nos explications n'y ont rien fait : "La Guerre Sociale" avait décidé à l'avance d'expulser le CCI de la salle pour la "bonne raison" que nous serions des "tricheurs" qui falsifiaient leurs positions.

Nous avons alors affirmé qu'en réalité, "La Guerre Sociale" craignait de s'affronter à nos arguments (2), que son attitude était semblable à celle des stalinien qui essaient de nous empêcher de parler dans les meetings ou les assemblées ouvrières. Nous avons en conséquence déclaré que puisque "La Guerre Sociale" adoptait le même comportement que les stalinien, ce groupe se devait d'assumer jusqu'au bout ses responsabilités et de nous expulser manu militari comme le font ses modèles. Ce qu'il a fait après quelques hésitations : les militants du CCI ont été jetés un par un en dehors de la salle par les éléments de "La Guerre Sociale" (3).

Le type de comportement adopté par "La Guerre Sociale" n'est pas fortuit, il révèle l'incapacité congénitale des groupes modernistes (dont "La Guerre Sociale" fait partie) de mener un débat sérieux dans la mesure ou ce qui se trouve à la base de leur existence n'est pas un effort de clarification politique au sein de la classe ouvrière mais la décomposition des couches de la petite bourgeoisie intellectuelle.

Pour les représentants idéologiques de ces couches sociales qui n'ont aucun avenir historique, l'extrémisme et le radicalisme du verbe tiennent lieu de positions politiques sérieusement élaborées, le moralisme et l'humanisme prennent la place de l'approche matérialiste et d'un point de vue de classe qui caractérisent les groupes communistes. Ainsi les méthodes "musclées" des éléments de "La Guerre Sociale" pour empêcher que s'expriment les points de vue qui les dérangent se veulent participer de leur "intransigence politique" et de la "radicalité" de leur combat. En réalité, elles n'ont rien à voir avec les méthodes du prolétariat au sein duquel toute violence doit être exclue et qui est intéressé à la plus grande clarté dans les débats. Elles ne font que singer piètrement les méthodes qu'affectonne la bour-

geoisie, notamment son aile stalinienne, attitude très fréquente de la part des couches petites bourgeoises dont la révolte contient quelque part la frustration de n'avoir été admises au sein de la classe dominante.

De même, la recherche frénétique de la Vérité qui occupe la "Guerre Sociale" et la conduit à chasser sans trêve les "tricheurs" et les "menteurs" qui commettent le sacrilège de tronquer une de leurs citations, relève de l'approche morale typique de l'humanisme petit bourgeois. Evidemment, nous ne nous faisons pas les avocats de la falsification qui est une des techniques d'élection employée par la bourgeoisie pour discréditer les idées communistes. Nous avons toujours affirmé que le débat au sein du camp prolétarien a besoin de la plus grande clarté ce qui suppose que chaque groupé ait le souci de discuter des positions réelles des autres groupes et non des positions qu'il lui prête. Mais nous savons que ce n'est pas toujours une chose facile. C'est pour cela qu'un des objectifs que nous fixions aux Conférences Internationales des Groupes de la Gauche Communiste (1977-80) était de dépasser "les incompréhensions et les malentendus qui existent dans le milieu révolutionnaire" (Revue Internationale n° 16, p. 9). C'est pour cela que nous n'avons jamais pris prétexte d'une falsification de nos positions (et elles ont été fréquentes) pour refuser le débat avec un groupe communiste.

Ceci dit, qu'en est-il des accusations portées au CCI par "La Guerre Sociale" et explicitées dans son numéro 7 ("Pour en finir avec les tricheurs") ?

Nous accuserions à tort "La Guerre Sociale" de "modernisme" en tronquant ses citations notamment dans notre article de la Revue Internationale n° 34 "Les doutes sur la classe ouvrière".

Sachant que nous appelons "moderniste" le magma politique qui, depuis "Invariance nouvelle série" jusqu'à "La Banquise" en passant par "Le Mouvement Communiste" se caractérise entre autres, par :

- un rejet de la nécessité pour le prolétariat de s'organiser et de mener le combat comme classe, sur la base de ses intérêts propres ;

- un mépris pour les luttes actuelles de résistance de la classe ouvrière contre les attaques du capital en crise ;

- une "redéfinition" de la classe ouvrière comme sujet de la révolution communiste dans laquelle on incorpore les "sans réserve" et autres "exclus" ;

il est savoureux de voir comment "La Guerre Sociale" argumente ses dires. Dans la citation que nous aurions omise dans le but de falsifier la pensée de "La Guerre Sociale", on peut lire : "Condition prolétarienne et salariat sont liés mais des non-salariés sont prolétaires..." ; ce qui rejoint la conception moderniste. De même, dans le n.5 de "La Guerre Sociale", on peut trouver le passage suivant :

"Mais, dès maintenant, on ne fait que s'enfermer dans cette oppression si on ne s'y attaque pas en tant que prolétaires, ou en tant qu'humains, et non sur la base d'une spécificité

(celle de la classe ouvrière comme producteur collectif de plus-value)... à conserver ou à défendre. Le pire c'est de faire de cette spécificité le dépositaire d'une capacité de révolte." (p. 32) Sans commentaires !

"La Guerre Sociale" se plaint également que nous voulons, dans notre article de la Revue Internationale n° 34 en faire "les héritiers du groupe Socialisme ou Barbarie et des partisans de Solidarité", CE QUI EST FAUX. Nous indiquons simplement que "les trois groupes ("La Banquise", "Solidarité" de Grande-Bretagne, et la "GS") sont directement ou INDIRECTEMENT liés à SouB", ce que peut confirmer quiconque connaît un peu l'histoire de "SouB", de "Pouvoir Ouvrier", du groupe autour de "La veille Taupé" et du "Mouvement Communiste". De même nous écrivons que "La Guerre Sociale" adopte "le mode de raisonnement borné typique des gauchistes dans l'esprit de la 3ème Internationale dégénérante" lorsqu'elle écrit ("La Guerre Sociale" n° 6) :

"Incontestablement, "Solidarité" est un organe du prolétariat. Le fait qu'à sa tête se soient installés des éléments issus des couches sociales non ouvrières (intellectuelles et autres) n'ôte rien au fait que le prolétariat dès le début s'est reconnu en lui. Comment expliquer, sinon, l'adhésion de la quasi-totalité du prolétariat polonais ? Comment expliquer l'influence du syndicat sur celui-ci ?"

"La Guerre Sociale" devrait donc se souvenir de l'histoire de "l'arroseur arrosé". En voulant démontrer nos "tricheries", "La Guerre Sociale" est prise en flagrant délit de falsification de nos propres positions. Nous n'en tirons pas prétexte pour empêcher "La Guerre Sociale" de venir à nos réunions publiques. Non pas que nous pensions que la discussion avec ce groupe est d'une quelconque utilité : nous ne nous trouvons pas sur le même terrain de classe et il n'a rien à nous apporter comme nous n'avons rien à lui apporter (comme groupe en tout cas) ; il n'est pas exclu par contre que certains de ses membres puissent évoluer vers des positions communistes). Par contre, nous ne nous gênerons pas pour appeler un chat un chat et "La Guerre Sociale" un groupe petit bourgeois dont la seule fonction - s'il en a une - est, du fait qu'il se réclame de certaines positions communistes, de semer des obstacles sur le chemin d'un certain nombre d'éléments en recherche vers les positions du prolétariat.

FM

- (1) BP 88, 75623 Paris Cédex 13.
- (2) Il n'est pas inutile de préciser qu'à une précédente réunion publique de "La Guerre Sociale" où nous n'avions pas été "interdits de séjour" l'essentiel de la discussion s'était faite autour des positions défendues par le CCI ce qui, évidemment, a de quoi incommoder "La Guerre Sociale".
- (3) Il convient de signaler que les camarades de la "La Révolution Sociale" et de "Jalons" ont également quitté la réunion pour protester contre ces pratiques. Par contre le reste de la salle n'a pas pipé mot (qui ne dit mot consent !) sinon pour nous demander de partir parce que "le CCI les fait chier".

REUNIONS PUBLIQUES-

sur le thème: **Lutte de classe internationale:**
contre les attaques de la bourgeoisie,
étendons et organisons nos luttes

AIX EN PROVENCE :

PERMANENCE le 13 novembre, de 18h à 19h, au café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX :

REUNION PUBLIQUE le 24 novembre à 17h, au café Victor Hugo, 52, cours Victor Hugo.

CONTACT DIFFUSION : le 24 novembre de 10h 30 à 11h 30 au marché St Michel place Meynard.

LILLE :

REUNION PUBLIQUE le 17 novembre à 16h30 au 23, rue Gosselet

LYON :

REUNION PUBLIQUE le 7 décembre à 21h à Majo, imasse Métrol. Villeurbanne, métro République.

PERMANENCE le 11 décembre à 18h, à la même adresse.

MARSEILLE :

REUNION PUBLIQUE le 23 novembre à 21h au 205 rue Ste Cécile, 13005.

PERMANENCE le 28 novembre de 18h à 19h, à "l'Artistic Bar", 4 cours Joseph Thierry, 13001.

NANTES :

REUNION PUBLIQUE le 1er décembre à 17h au Centre social des Bourderies, Nantes-Chantenay.

CONTACT DIFFUSION le 2ème samedi du mois, de 10h 30 à 11h 30 au Marché de la Petite Hollande.

PERMANENCE le 9 novembre à 20h30, au même endroit.

PARIS :

REUNION PUBLIQUE le 10 novembre à 17h au 27, avenue de Choisy, 75013, métro Porte de Choisy.

PERMANENCES tous les samedis à 16h au même endroit (sauf le samedi de la Réunion publique).

ROUEN :

REUNION PUBLIQUE le 17 novembre à 16h 30 à la Halle aux Toiles.

PUBLICATIONS DU CCI

(ÉCRIRE LES ADRESSES COMME SUIT,
SANS MENTION DU NOM DE LA PUBLICATION)

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 13, BRUXELLES 31
1060 BRUXELLES, BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Drawer 1774
NEW YORK, N.Y. 10027 USA

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674
CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, BOX 21106
10031 STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE

RI, BP 581
75027 PARIS Cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469
80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR, Postbus 11549
1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869
LONDON WC 1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION

Postfach 410308
5000 KÖLN 41 RFA

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5F + 3F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4F + 3F pour frais d'envoi)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4F + 3F pour frais d'envoi) 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4F + 3F)
- La décadence du capitalisme (10F + 6F)
- Le Trotskysme (6F + 3F)
Recueil d'articles (épuisé)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) 4F
- L'Etat dans la période de transition (12F + 6F)
- Plate-forme et Manifeste du CCI (4F + 3F)
- La Gauche Communiste d'Italie (30F + 12F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES

12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE

ETRANGER PAR AVION

120 F. 130 F.

ABONNEMENTS SIMPLES

12 numéros du journal :

ETRANGER PAR AVION

75 F. 90 F.

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :

ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION

130 F. 120F 150F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION

80 F. 80F 100F

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS

Chèque bancaire ou postal à l'ordre

de RI - CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4 passage Dieu

Paris 20ème

Directeur de publication : D. Van Celst

N° de commission Paritaire : 54267

TOULOUSE :

REUNION PUBLIQUE le 23 novembre à 21h Cité Universitaire de L'Arsenal, bât. C.

PERMANENCES tous les vendredis à 18h 30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique).

CONTACT DIFFUSION les 2è et 4è dimanches du mois de 11h à 12h 30, au marché aux légumes (place Jeanne d'Arc) et le 2è dimanche du mois de 11h à 13h 30 au Marché aux Puces (St Sernin).

TOURS :

REUNION PUBLIQUE le 12 janvier (écrire à la Boîte Postale pour le lieu et l'heure).

LES DEFORMATIONS DE LA THEORIE MARXISTE

Dans un article précédent (RI n°122) nous avons voulu montrer comment la nature de la théorie marxiste est déterminée par la nature de la classe ouvrière, dont elle exprime les intérêts et le devenir révolutionnaire. Mais une théorie n'existe jamais "dans l'air", abstraitement ; ainsi, la question de savoir ce qu'est le marxisme ne peut être séparée de celle de la nature et du rôle des organisations communistes.

Dans cet article, nous traiterons d'abord des principales déviations de la conception du travail théorique des organisations révolutionnaires. Dans le prochain, nous aborderons plus largement comment ces déviations défigurent le rôle même des organisations révolutionnaires.

■ Toute pensée sociale correspond à la classe sociale à laquelle elle appartient, non seulement par son contenu, mais également par le moyen de son élaboration, par sa "forme matérielle" comme l'écrivait Marx : "la forme n'a pas de valeur si elle n'est pas la forme d'un contenu" ("Débat sur la loi tendant à réprimer les vols de bois"). La vision sociale du despotisme asiatique, par exemple, se fondait sur l'Etat-religion et ses dieux-monarques, celle du féodalisme européen sur l'Eglise catholique. Aux débuts du capitalisme, de la même façon que le développement industriel semble être l'oeuvre du capitaliste individuel, la théorie bourgeoise apparaît comme l'oeuvre de "grands penseurs" ; et dans le capitalisme décadent, c'est surtout les deux éléments de l'Etat que sont les médias et les universités qui sont chargés du maintien de l'idéologie bourgeoise.

Cette détermination est tout aussi vraie pour le prolétariat et son oeuvre théorique. Classe qui incarne un mode de production collectif, sa théorie n'est plus l'oeuvre de "grands penseurs" (encore moins de "chefs géniaux"!), mais le fait du travail collectif de ses organisations politiques. Ce n'est pas un hasard si le premier texte pleinement politique du marxisme soit le "Manifeste" de la Ligue des Communistes. Toute l'oeuvre théorique de Marx serait vide de sens si on la séparait de son travail au sein de la Ligue et de la première internationale, de même que la lutte de R. Luxemburg, Lénine, Trotsky, Gorter ou Pannekoek ne peut être comprise en dehors du cadre de la 2ème et de la 3ème Internationale. Et au fur et à mesure que le capitalisme s'enfonce dans sa décadence, et que la classe ouvrière apparaît clairement comme classe révolutionnaire, se confirme la nature collective du développement du marxisme. De même, dans les années 30, l'importance de la fraction italienne de la Gauche Communiste, et ensuite de la Gauche Communiste de France, se mesure non pas à l'envergure d'un théoricien individuel, mais aux résultats de son travail collectif, et à sa capacité à maintenir le cadre organisationnel de ce travail. Ceci est également vrai pour les organisations révolutionnaires aujourd'hui, qui sont appelées à combattre deux conceptions du marxisme et de l'organisation qui se sont développées au cours de la période contre-révolutionnaire : le bordiguisme et le conseillisme (dans leur sens large).

Les déformations : bordiguisme et conseillisme

Le marxisme est l'ennemi mortel de tout dogme, toute doctrine, toute invariance. Le courant bordiguiste est

celui qui exprime le plus clairement cette déformation qui consiste à scléroser le marxisme.

"Bien que le patrimoine théorique de la classe ouvrière révolutionnaire ne soit plus une révélation, un mythe, une idéologie idéaliste... mais une "science" positive, elle a toutefois besoin d'une formulation stable de ses principes et de ses règles d'action, qui joue le rôle et ait l'efficacité décisive qu'ont eu par le passé les dogmes, les catéchismes, les tables, les constitutions, les livres-guides tels que le Talmud, la Bible, le Coran ou la Déclaration des Droits de l'Homme" (texte du PCI de 1952, publié dans "Programme Communiste" n°53-54).

On ne peut parler de "l'invariance" du marxisme (et du programme révolutionnaire) que dans la mesure où celle-ci exprime simplement le fait que nous visons, en 1984 comme en 1848, dans une société capitaliste, dont les déterminations générales n'ont toujours pas changé, en particulier :

-l'économie capitaliste est toujours dominée par la loi de la valeur, malgré toutes les tentatives du keynésianisme et autres monétarismes (bien que cette domination puisse apparaître de façon différente, selon qu'on prenne en considération sa période ascendante ou décadente, par exemple.)

-la prochaine étape de la société humaine sera soit le communisme, soit la ruine de toute l'humanité.

-la classe ouvrière reste la seule classe révolutionnaire de la société capitaliste, appelée à renverser cette dernière par la révolution violente et sa propre dictature.

Ceci reste invariant. C'est cette invariance que revendiquent tous ceux qui se placent sur le terrain communiste.

Mais le prolétariat a besoin de bien plus que de ces simples énonciations de principe : il a besoin de l'arme dynamique de la critique, qui lui permette de comprendre le mouvement du capitalisme et les manœuvres de son ennemi de classe. Ainsi, les thèses développées dans "l'Accumulation du capital" de Rosa Luxemburg et celles de "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" de Lénine, (de même que la "décadence du capitalisme" du CCI), se situent au sein du marxisme et l'enrichissent, dans le sens où elles appliquent la méthode du matérialisme dialectique au passage du capitalisme de son ascendance à sa décadence, et cela afin de tirer les leçons de ce changement de période pour les conditions de lutte de la classe ouvrière, et donc pour son programme.

"La question de savoir si on peut attribuer une vérité objective à la pensée humaine n'est pas une question de théorie, mais une question pratique" disait Marx dans les "Thèses sur Feuerbach". C'est dans sa lutte que la

classe ouvrière vérifie ou infirme les théories révolutionnaires, et c'est alors que le marxisme passe au crible de la critique toutes les expériences de cette lutte, surtout ses plus hauts moments. Tel est le sens de "Lutte de classes en France" après 1848, de "La Commune de Paris" après 1870, de "1905" de Trotsky, de "Grève de masse, partis et syndicats" de Rosa Luxemburg, ou du travail énorme de la fraction italienne après la défaite de la révolution d'Octobre.

Si le bordiguisme fige la théorie et l'organisation dans un grotesque immobilisme, les idées conseillistes en sont la déliquescence :

"Nous n'en sommes qu'aux tout premiers débuts d'un nouveau mouvement ouvrier. L'ancien mouvement s'incarne dans les partis, et la croyance au parti constitue aujourd'hui le frein le plus puissant à la capacité d'action de la classe ouvrière (...); de nos jours, un parti ne peut être qu'une organisation visant à diriger et à dominer le prolétariat (...); c'est pourquoi, en cette période de transition (c'est à dire en ce moment, NDLR) nous considérons comme les organes de clarification naturels les groupes de travail, les cercles d'études et de discussion, qui se sont formés d'eux-mêmes et qui cherchent eux-mêmes leur voie." (Pannekoek, "Parti et classe" 1936).

Avec cette conception, Pannekoek réduit la notion d'une organisation révolutionnaire à des "personnes animées des mêmes conceptions, se rassemblant pour débattre des perspectives d'action pour arriver à une clarification par la discussion, faire de la propagande en faveur de leurs idées (auxquelles) ont peut si on veut donner le nom de partis." Toute idée d'organisation et de cohérence finit par disparaître :

"Voilà pourquoi des partis, EN CE SENS LA (et de même leurs conceptions), n'ont que faire des structures rigides et immuables. Face à tout changement de situation, à toute tâche nouvelle, les esprits se séparent pour se rassembler différemment ; d'autres surgissent avec d'autres programmes. Vu leur caractère fluctuant, ils sont toujours à même de s'adapter au nouveau." (idem)

Dans cette conception, la seule continuité théorique qui puisse exister, est la référence, par des groupes ou des individus disparates, aux mêmes textes du passé. Mais ceci revient à nier toute continuité, parce qu'on nie la continuité organisationnelle. Cette vision de la théorie ne fait qu'exprimer les différents MOMENTS de la lutte à travers différents "programmes" : elle est l'exact contraire de la vision marxiste. Pour le marxisme, la théorie doit exprimer la CONTINUITE HISTORIQUE DU PROLETARIAT -à la fois de son passé et de son devenir:

"Dans les diverses phases de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie (les communistes) représentent toujours l'intérêt du mouvement ouvrier dans son ensemble (...). Les communistes combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans ce mouvement du présent, ils représentent en même temps l'avenir." (Manifeste Communiste)

Puisque le prolétariat, en tant que classe exploitée, subit en permanence la pression de l'idéologie dominante bourgeoise, sa propre théorie, qui fait partie de sa conscience de classe, doit s'affirmer à travers une lutte permanente et consciente, qui ne soit pas complètement dépendante de tous les aléas de chaque "situation nouvelle".

Contre la fossilisation bordiguiste et la déliquescence conseilliste, nous déclarons, à travers "Bilan" :

"Le marxisme n'est pas une Bible, c'est une méthode dialectique ; sa force réside dans son dynamisme, dans sa tendance permanente vers une élévation des formulations acquises par le prolétariat marchant à la révolution." ("Bilan" n°14, janvier 1935).

De même que bordiguistes et conseillistes se trompent sur le rôle de la théorie révolutionnaire -les uns la voyant comme extérieure à la classe et les autres comme un simple reflet des besoins changeants et immédiats- ils ne comprennent pas plus le rôle spécifique des organisations prolétaires dans la défense du marxisme. C'est ce que se propose de montrer le prochain article.

Serge

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE sommaire N° 39

- quelle méthode pour comprendre LA REPRISE DES LUTTES OUVRIERES -OU EN EST LA CRISE ECONOMIQUE?
- CONSCIENCE ET STRATEGIE DE LA BOURGEOISIE. (correspondance internationale).
- LES APPORTS DE LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE (polémique avec la CWO)
- LE COMMUNISTENBOND SPARTACUS ET LE COURANT CONSEILLISTE (1942-48).



REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie. La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "lutes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE
L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.